

La lettre du prds

la lettre d'information électronique du PRDS
numéro 11, février 2009

Pôle ressources
de développement
social

www.prds66.com

Édito

Le DSL, une philosophie

L'émergence du travail social est une innovation qui a marqué le début du XXème siècle, tout comme, par la suite, celle de la Sécurité Sociale ou du RMI. Mais que restera-t-il dans 25 ans de la philosophie du Développement Social Local ? Peut-on parler d'innovation ?

Nous sommes aujourd'hui à un véritable tournant. L'histoire du DSL ne pourra s'écrire que si elle est pensée et partagée par tous les acteurs (élus, institutions, cadres, techniciens, travailleurs sociaux... habitants).

Pour cela, le DSL doit être présenté comme une forme d'action durable de la société sur elle-même et non comme un mode éphémère de gestion de l'action sociale. Aussi la pédagogie à promouvoir doit s'appuyer sur la mise en synergie de trois dynamiques de développement :

- le développement des personnes,
- le développement des organisations,
- le développement social du territoire.

Ne soyons pas dupes, aujourd'hui, nous pouvons constater que si certains étudiants, professionnels et cadres manifestent assez spontanément une adhésion au DSL, d'autres ont certaines difficultés à en saisir le sens et à adhérer « professionnellement » aux valeurs qu'il véhicule.

A travers le PRDS, nous tentons, depuis trois ans, d'avoir une approche « compréhensive » et non « persuasive » du développement social. Sensibiliser, expliquer, démontrer... donner des outils... offrir des espaces de « respiration »...

L'histoire du DSL dans les Pyrénées Orientales est en train de s'écrire. Il appartient à chacun d'y apporter une lisibilité et des convictions afin d'inscrire le DSL dans une nouvelle approche de l'action sociale.

Mais n'oublions pas que le DSL est un esprit : celui de valoriser le potentiel de l'autre (usager, habitant, partenaire).

Je passe le relais à Gisèle M'Punga et Elsa Piou. Je leur souhaite de faire vivre au mieux le projet PRDS tout en y donnant une nouvelle ambition. Je tiens à remercier très sincèrement l'ensemble des acteurs qui ont contribué, de près ou de loin, à donner vie à ce bel outil.

Cédric Bourmiquel, coordinateur **prds**

Toutes les infos sur www.prds66.com

agenda

> Agenda complet et actualisé sur www.prds66.com

> **13 mars 2009** : *Discrimination et scolarisation*, Conférence par F. Sicard, Docteur en sciences de l'éducation, ACSE-LR, 17 h., IUFM Perpignan
En savoir plus > labarthe.nathalie@wanadoo.fr

> **17 mars** : *Dalo et après ?*, Café social sur le logement, par les étudiants AS 2ème année, 16 h., IRTS Perpignan
En savoir plus > 04 68 08 20 75

> **26/27 mars** : *Le goût de l'autre : Masculin, féminin, représentations et rôles*, Colloque, Association Parenthèse, Perpignan
En savoir plus > 04 68 35 01 09

> **1er avril** : *La santé, le soin dans les établissements sociaux et médico-sociaux non médicalisés*, Colloque, CREA LR, 9 h, IRTS Montpellier
En savoir plus > 04 67 69 25 03

> **3 avril** : *Comment le travailleur social peut-il contribuer à faire du lien social ?*, Conférence par JP. Lebrun, psychanalyste, Institut Européen Psychanalyse et Travail Social, 10 h./12h30, IRTS, Montpellier
En savoir plus > www.irts-lr.fr

> **23/24 avril** : *Parentalité : vous avez dit fragile ?*, XIXème Rencontre nationales de périnatalité, association Béziers parentalité, Palais des congrès, Béziers
En savoir plus > www.beziers-perinatalite.fr 06 58 16 00 75

> **14 mai** : *Cafés thèmes*, Comité Départemental d'Education pour la Santé 66, 9 h. Hôtel des deux Mas, Cabestany
En savoir plus > 04 68 61 42 95

> **Du 20 mai au 1er juin** : *Cinémaginaires : exil*, Rencontres Cinéma, Argelès
En savoir plus > www.cinemaginaire.org / 04 68 29 13 61

> **28 mai** : *Cafés thèmes*, Comité Départemental d'Education pour la Santé 66, 9 h. Hôtel des deux Mas, Cabestany
En savoir plus > 04 68 61 42 95

> **Du 28 mai au 17 juin** : *Lutte contre les discriminations*, Printemps des solidarités, Conseil Général, Pyrénées Orientales
En savoir plus > olivier.vignal@cg66.fr / 04 68 85 86 18

Nouveau sociographe

tsiganes/gadjé. Quelle place pour le travailleur social ?

Plongée au coeur d'une communauté (?) où le voyage est plus fantasmé que pratiqué, les politiques publiques parfois mal adaptées et où la scolarisation prend des chemins de traverse... Où le grand absent semble bien être le travailleur social.



www.lesociographe.org

> Zoom sur Narbonne

Education > Le « collège à la maison »

Se sont habituellement les familles qui se déplacent au collège, et rarement l'inverse. A Narbonne, dans le quartier Saint Pierre (classé Zone d'Education Prioritaire -ZEP-), la Maison des Potes travaille à favoriser la création de liens entre les familles et le collège. Le constat était le suivant : de nombreuses mères d'enfants scolarisés exprimaient le sentiment de ne pas être entendues par le collège. En parallèle, les professionnels du collège ne parvenaient pas à entrer en contact avec les familles, celles-ci ne venant au collège que dans les cas où elles étaient convoquées. Selon le principal du collège, André Roux, la confiance et la connaissance des codes de l'école sont loin d'être automatiques. « Les parents les plus modestes, les plus en difficultés sociales et économiques, voire linguistiques, ont un rapport de méfiance avec l'institution scolaire. D'une part, l'échec éventuel de leurs enfants les renvoie à leur propre scolarité et aux difficultés qu'ils ont rencontrées. D'autre part, lorsqu'ils sont "convoqués" au collège c'est pour s'entendre reprocher que leur enfant a eu un comportement inacceptable. Rétablir la confiance c'est passer de la "convocation" à "l'invitation" ».

La Maison des Potes, sollicitée par l'ACSE Languedoc Roussillon, réfléchissait à de nouvelles formes de communication à instaurer entre les familles immigrées d'origine et l'institution scolaire, afin de favoriser un partenariat concernant la scolarité des enfants. Cela nécessite de travailler sur la nature de la relation entre les parents et le collège et sur la représentation de chacun des acteurs, « de faire rencontrer ces représentations et de mettre en place des temps et des lieux où ces représentations puissent s'exprimer afin de transformer la défiance en confiance et fabriquer de la connivence et de la coopération. » (Marie Rennes – présidente de la Maison des Potes).

Un travail de partenariat était déjà engagé entre le collège et les associations oeuvrant dans le quartier. Dans ce contexte, une proposition a vu le jour : « **puisque les familles ne viennent pas, pourquoi ne pas aller dans les familles ?** »

En 2008, la Maison des Potes et le collège Georges Brassens ont pu concrétiser, en partenariat avec plusieurs familles relais, l'opération « le collège à la maison » : parents d'élèves et représentants du collège se rencontrent sur une base conviviale, ces derniers se déplaçant dans les familles. L'objectif du projet, faciliter la réussite scolaire des enfants, suppose de renforcer la position des familles quant à la scolarité des jeunes, de rétablir un lien de confiance et de compréhension entre les parents et le collège, de lutter contre les représentations négatives réciproques. Pour André Roux, il s'agit à terme de faire venir les parents au collège. L'une des conditions de ce projet résidait dans les liens de confiance tissés par la Maison des Potes avec plusieurs familles. Une première série de quatre rencontres a eu lieu en janvier 2008. Quatre familles relais ont accueilli chez elles, pendant que les enfants étaient en classe, d'autres parents ainsi que le principal, le principal adjoint, une assistante sociale et une conseillère d'orientation du collège, auxquels pouvait s'ajouter une personne chargée de la traduction. Les associations ne prenaient pas part à ces rencontres afin de ne pas jouer le rôle d'intermédiaires, de ne pas parler pour les parents. Ces premières réunions ont essentiellement porté sur l'orientation des jeunes et le carnet de liaison. « Il s'agit, dans cette relation de proximité, de repositionner les parents comme acteurs majeurs du projet d'orientation de leurs enfants. La question de l'ambition des enfants (et de leurs parents !) peut alors être abordée différemment à partir de ce rapport de confiance qui, du "vous avez orienté mon enfant" nous permet d'aller vers "un projet d'orientation partagé et ambitieux". » Une seconde série de rencontres a concerné d'autres familles en mai 2008. Ces réunions sont l'occasion, pour les représentants du collège, d'expliquer son fonctionnement, mais donnent aussi lieu à un temps d'échange, au cours duquel les familles questionnent, mentionnent des incompréhensions, font part de leur ressenti.

Un premier bilan de l'opération a eu lieu en juin 2008, 30 familles ont alors répondu à l'invitation... du collège cette fois-ci. Elles ont souhaité reconduire l'action pour l'année scolaire suivante. En novembre 2008, à la demande des familles, des rencontres ont eu lieu sur le thème du professeur principal et du bulletin de notes. D'autres rencontres sont prévues pour mai 2009. Si ce sont essentiellement les mères qui étaient présentes au cours des réunions, elles se sont senties valorisées par la démarche des responsables du collège. Des malentendus ont été dissipés de part et d'autre. Les parents ont pu échanger entre eux et se rendre compte qu'ils partageaient les mêmes questionnements malgré leurs différences culturelles.

Ce projet, à travers la mise en relation directe des parents et des représentants du collège, joue sur les représentations réciproques des acteurs. Le principal du collège a pu observer des relations moins conflictuelles avec les familles depuis le lancement de l'opération. Il semble que les parents aient trouvé un espace de parole et d'échange. La relation de confiance, essentielle au partenariat, contribue à ce que les enfants trouvent leur place au collège. L'un des enjeux, que les parents soient acteurs de la scolarité des enfants, aurait trouvé un début de réponse dans la participation nouvelle de familles du quartier aux instances de représentations des parents d'élèves.

Cette initiative locale intéresse de plus en plus d'autres ZEP de France. Elle reste cependant fragile et peut être remise en cause rapidement en cas d'incompréhension.

Les citations d'André Roux sont issues d'un entretien publié dans Narbonne Infos, le journal des Narbonnais, novembre 2008

En savoir plus > Collège George Brassens / 04 68 42 23 43
ou Maison des potes (cf ci-dessous)

Lien social > Maison des Potes

La Fédération Nationale des Maisons des Potes (FNMP), émanation de SOS Racisme, regroupe plus de trois cents structures affiliées dans les quartiers. Ce réseau se définit comme un relais dont la vocation est de démultiplier les actions des associations en direction des habitants des quartiers, d'œuvrer au renforcement du lien social.

A Narbonne, depuis juin 1992, une « Maison des Potes », association loi 1901 d'éducation populaire, participe à ce mouvement. Elle émane d'un groupe de militants narbonnais de stop racisme. Installée dans le centre ville, elle a tissé des relations avec les habitants des différents quartiers.

La finalité de cette association est définie comme suit : « favoriser un meilleur vivre ensemble à travers la rencontre, le partage, l'échange, le respect et la valorisation de nos diversités. »

Pour ce faire, la Maison des Potes travaille sur l'accès à la citoyenneté et le droit pour tous, le lien social, la mixité sociale et culturelle, à travers diverses actions telles qu'un kfé associatif, le Point Information Jeunesse, l'accompagnement à la scolarité, un atelier d'insertion à la vie quotidienne, la médiation sociale et scolaire, des projets de co-développement en direction du Burkina Faso, l'organisation de rencontres sur la lutte contre les discriminations et l'expression citoyenne... Un comité de veille citoyenne est également en train de se mettre en place. Il prévoit de soumettre des propositions aux pouvoirs publics en matière de lien social et de discrimination envers les jeunes.

A la différence d'un centre social, la Maison des Potes n'intervient pas dans un quartier défini, mais se réserve la possibilité de mener des actions sur l'ensemble du territoire de Narbonne, voire dans les villages alentours. De plus, les projets reposent essentiellement sur une volonté militante, selon une visée d'éducation populaire.

L'approche adoptée consiste, autant que possible, à accompagner les habitants, à faire avec eux, pour qu'ils se positionnent progressivement en tant qu'acteurs et qu'à terme ils prennent des responsabilités dans la vie de la Cité (devenir parents délégués dans les instances scolaires par exemple).

Le kfé associatif est le lieu principal de la Maison des Potes ; il permet de recevoir le public mais aussi de l'orienter vers les différents pôles de l'association ou vers d'autres partenaires et services. Lieu d'accueil et de convivialité, il est ouvert à tous : on peut y boire un thé ou un café seul ou avec des amis, on peut y passer un moment, lire la presse locale, rencontrer des gens que l'on n'a pas obligatoirement l'habitude de côtoyer, avoir accès à Internet. Tous les jeudis, il est proposé de partager le repas associatif préparé par des bénévoles de l'association.

Manifestation à venir : « Le mois des richesses de la migration et de la diversité » en mai 2009.



En savoir plus >
Maison des Potes, 5 rue Baudin, 11000 Narbonne,
04 68 65 10 55 maisondespotes11@wanadoo.fr
<http://www.wmaker.net/maisondespotes/>

> Partenariats

Cabestany > Double discrimination (23/01/09)

L'IRTS avec le soutien de l'ACSE, a développé depuis quatre années un cycle de conférences sur les discriminations, en direction des professionnels de l'action sociale et éducative.

Le colloque de Cabestany s'inscrit dans le festival de cinéma « Maghreb si loin... si proche » en partenariat avec l'association Cinémaginaire, est devenu une rencontre incontournable au niveau local en janvier de chaque année. La Mairie et le centre culturel de Cabestany ont permis que cette manifestation se déroule dans les meilleures conditions. La présence d'un public venu nombreux témoigne de cette réussite (150 personnes sur la journée).

Cette année 2009 était consacrée pour le festival aux réalisatrices du Maghreb, ce qui a inspiré le comité scientifique du colloque pour traiter le thème de la double discrimination : genre et origine.

La problématique de cette journée a été présentée par F. Kachouk, juriste spécialiste des questions de discrimination.



Celle-ci a montré l'importance du repérage juridique et législatif en matière de discrimination tout en retraçant l'évolution de la législation sur le plan européen de la construction et de « la discrimination multiple ». Egalement il a été souligné l'antériorité de la

réflexion sur les discriminations liées au genre au niveau communautaire.

Nous avons ensuite visionné un film-reportage nous présentant des portraits de femmes et de mères issues de l'immigration. Il s'agit ici de ne pas oublier que les discriminations avaient des visages. Les ateliers ont permis de construire une réflexion commune sur des thèmes tel que la fonction des espaces laïques ou encore la construction sociale du genre. Cette journée s'est achevée sur une intervention de F. Guelamine, sociologue qui a présenté le rapport entre la production de catégories par les politiques sociales et la construction des discriminations mais aussi les perspectives de travail en matière de développement social pour lutter contre les discriminations multiples.

En savoir plus > 04 68 08 20 75

> Formation

Dans le cadre du programme de formation 2009 du Prds, une action de professionnalisation « sensibilisation à l'approche systémique de la communication dans l'intervention sociale » est mise en œuvre durant ce premier semestre. Elle concerne, prioritairement, les acteurs du territoire de la politique de la ville. L'action se déroulera sur 6 journées : lundi 27 et mardi 28 avril ; lundi 25 et mardi 26 mai ; lundi 15 et mardi 16 juin.

L'inscription nécessite votre participation aux 6 journées de formation. Le nombre d'inscription est limité à 18 personnes.

En savoir plus > claire.altarriba@irts-lr.fr ou www.prds66.com

> Prévention de la délinquance

Formation en matière de Prévention de la Délinquance / Territoire des Pyrénées Orientales / 2008-2009 / Projet financé dans le cadre du F.I.P.D (fond interministériel de prévention de la délinquance)

La prévention de la délinquance constitue une préoccupation constante ces dernières années et a inspiré des réformes importantes à travers la loi de prévention de la délinquance du 5 mars 2007.

Selon l'Observatoire National de la délinquance, les formes de délinquances ont évoluées et n'ont pas pour objet principal l'accapement d'un bien, elles sont de plus en plus complexes.

Face à ce phénomène, la réponse ne peut être seulement policière mais doit également comporter un volet social et éducatif. C'est dans cette optique que la loi de mars 2007 appréhende la notion de prévention dans toutes ses dimensions. Le texte présente une cohérence autour de plusieurs lignes directrices :

- le rôle du maire pour l'animation et la coordination des actions ;
- le souci de mieux agir contre la délinquance des mineurs, face à l'aggravation des faits de violence commis par des délinquants de plus en plus jeunes ;
- le besoin de mobilisation et de coordination de tous les acteurs concernés afin de déterminer un cadre d'action clarifié pour favoriser une meilleure synergie des forces.

C'est dans ce sens que l'IRTS, l'IUFM, l'Ecole Nationale de Police, avec le soutien de l'Education Nationale ont élaboré un projet de formation en faveur des acteurs du territoire dans le cadre des actions de formation en matière de prévention de la délinquance.

Des éléments de contexte :

- . La loi du 5 mars 2007
- . Le plan départemental de prévention de la délinquance ;
- . Le bilan de la formation pluri-professionnelle expérimentale réalisée en 2007 ;
- . Une action prioritaire vers l'accompagnement des projets des Conseils Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD).

Un projet de formation mené par des partenaires agréés :

- . Le partenariat engage trois centres de formation agréés par le Ministère des Affaires Sanitaires et Sociales, celui de l'Education Nationale et celui de l'Intérieur (IRTS, Ecole Nationale de la Police, Institut Universitaire de Formation des Maîtres).
- . Une formation-action répondant à une organisation territoriale dont

la finalité est le renforcement de l'efficacité d'un « système territorialisé » basé sur le professionnalisme des institutions et acteurs de la prévention de la délinquance : école, commissariat, gendarmerie, centres sociaux, maisons sociales...

Trois principes d'action :

- . Une approche centrée sur une éthique de l'intervention basée sur le respect de l'usager et de ses droits ;
- . Une mobilisation et une valorisation des expertises déjà engagées sur le terrain ;
- . Une formation-action permettant l'émergence de nouvelles pratiques concertées.

Deux actions de formation :

- . L'accompagnement des projets des CLSPD par la constitution de regroupement territorial (dans le cadre de la formation) ;
- . La constitution de groupes « ressources » pluri-professionnels et pluri-institutionnels de cadres (Education Nationale, Conseil Général, communes, police, gendarmerie, établissements socio-éducatifs...) pouvant devenir des relais sur le territoire départemental (les groupes sur Perpignan et Prades ont été engagés en 2007).

Des objectifs transversaux aux deux actions :

- 1) Repérage des problématiques liées aux phénomènes de la délinquance des mineurs sur un territoire (évolution, caractérisation, animation des projets).
- 2) Connaissance des réseaux et dynamiques partenariales professionnalisées (identification des structures, dispositifs, procédures).
- 3) Conduite de projets et management des compétences pluri-professionnelles sur un territoire en matière de prévention de la délinquance (mobilisation des acteurs, élaboration des instances, développement d'actions systémiques).

Présentation du dispositif :

Action 1 : Accompagnement des CLSPD / Une journée départementale de sensibilisation en novembre 2008 / Trois journées de formation de décembre à avril 2009 pour chaque regroupement des CLSPD / Une journée départementale en mai 2009.

Action 2 : groupes ressources cadres / Trois journées de formation (novembre 2008 – mars 2009).

En savoir plus > gisele.mpunga@irts-lr.fr

> Ressources web

Des sites

> Portail du DSL

Pour la nouvelle année apriles.net fait peau neuve et propose aux intervenants de nouveaux outils pour faire du site le portail de référence des initiatives de développement local : à chaque visite, retrouvez directement sur la page d'accueil les dernières actions référencées par l'agence. A tout instant, où que vous naviguiez sur le site, accédez aux initiatives par le menu thématique horizontal : autonomie, insertion, enfance/famille, vie des territoires, santé. Vous pouvez aussi retrouver les actions de tout type et de votre région avec le moteur de recherche. En libre accès également, les coordonnées des membres du réseau Apriles, correspondants locaux et porteurs d'action, pour repérer les développeurs sociaux investis dans votre région. Autre nouveauté, l'acteur du mois, une rubrique spécialement conçue pour faire connaître à travers des interviews et des portraits, les femmes et les hommes qui font le DSL. Apriles.net propose un forum afin d'échanger sur les meilleures réponses à apporter au développement des territoires et enrichir l'expertise de l'agence. Sur apriles.net, vous pouvez vous inscrire en ligne à la *Lettre d'Apriles*, une newsletter mensuelle pour découvrir les dernières actions mises en ligne.

En savoir plus > www.apriles.net

> Réseau

Le carrefour des Pays lorrains a réalisé un outil collaboratif destiné à aider les acteurs qui souhaitent organiser et animer un réseau. Issu de l'expérience d'animation du réseau Leader, le site internet www.reseau-territoires.fr présente les différentes étapes clefs de la vie d'un réseau : pourquoi créer un réseau, sur quel périmètre géographique, avec quels partenaires, comment le structurer, comment l'animer, communiquer sur ses actions, évaluer son fonctionnement. L'utilisateur peut réagir à chacun des articles mis en ligne, laisser un commentaire ou lancer un débat.

En savoir plus > www.reseau-territoires.fr

> Téléquartiers

« Partout dans les quartiers, les villages, les métropoles, les pratiques changent. Des femmes et des hommes se lèvent et décident d'améliorer leurs conditions de vie. Ils parlent, refusent l'injustice ou la soumission, résistent et agissent. Pourtant ces milliers d'initiatives sont considérées comme dérisoires, utopiques et marginales. Les grands médias leur consacrent la part infime d'un exotisme expérimental. Une transformation globale ne peut réussir sans que ces réactions positives soient connues, reconnues et publiées, rendues visibles aux autres, et mises en lien ». Tel est l'objectif poursuivi par Téléquartiers, site internet collaboratif créé par les Arpenteurs et Alpes Presse, qui veut être une vitrine des reportages vidéo sur des initiatives locales, citoyennes, solidaires et écologiques. Parmi les sujets déjà consultables : « l'agglomération grenobloise se forme aux budgets participatifs », « la périphérie », « capacité citoyenne... »

En savoir plus > www.telequartiers.com

> Statistiques

Le portail de la statistique publique a été créé à la demande du Conseil National de l'Information Statistique (CNIS) pour permettre au public d'accéder plus facilement à l'ensemble des informations produites par la statistique publique : INSEE, organismes publics ... Plusieurs types de recherches sont proposés : par mot clé, par domaine (construction-logement, santé-social, territoires, démographie, mode de vie...). A noter aussi les « actualités statistiques » et « dossiers » (stratégie et indicateurs de développement durable, place des femmes dans la société française...).

En savoir plus > www.statistiques-publiques.fr

Des docs

> RSA (Guide)

Comment mettre en oeuvre une conduite de projet autour du Revenu Solidarité Active (RSA) ? Développer l'accompagnement « vers » et « dans » l'emploi ? Quelles sont les ambitions, les difficultés, les modalités de la mobilisation des bénéficiaires ? Comment définir des partenariats ? Quelle évaluation effectuer ? Autant de questions que les acteurs devront se poser pour mettre en oeuvre la généralisation du RSA.

Afin de les aider, l'Agence Nationale des Solidarités Actives a élaboré ce document, sous-titré *Bonnes pratiques et recommandations*. Créée en janvier 2006, elle a accompagné les départements qui ont expérimenté le RSA et le contrat unique d'insertion. Ce document, très complet, en reprend les principaux enseignements.

Guide téléchargeable (rubrique actualités) sur www.solidarites-actives.com

> Politique de la ville (Guide)

Depuis quelques années, principalement sous l'impulsion de la loi de programmation pour la ville de 2003, des dispositifs d'observation territoriale de la politique de la ville se mettent en place. Pour les outiller ou susciter la mise en oeuvre de nouvelles démarches d'observation, la DIV (délégation Interministérielle à la Ville) et la FNAU (Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme) viennent de réaliser un outil à destination des acteurs des politiques urbaines, élus et techniciens. Il décrit les enjeux des dispositifs d'observation territoriale, présente les outils nationaux existants, rassemble des fiches thématiques répertoriant les sources et indicateurs disponibles, ainsi que leurs méthodes de mobilisation.

Hors-série de la collection Cahiers pratiques, septembre 2008, DIV, FNAU.

Guide téléchargeable sur <http://www.ville.gouv.fr>

> ZUS (Rapport)

La parution du rapport de l'Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles (ZUS) permet, à partir d'indicateurs datant de 2007, une lecture actualisée des évolutions que connaissent les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville au regard de plusieurs entrées : emploi et activité économique, revenu des habitants, habitat, éducation, santé, sécurité et tranquillité publiques. Le rapport 2008 affiche pour la première fois des évolutions positives bien que les ZUS demeurent des territoires en grande difficulté.

En savoir plus > www.ville.gouv.fr

> Illettrisme (Appel à projets)

Dans le cadre d'une action de promotion de la lecture et du livre, la fondation Solidarité-SNCF lance un appel à projet intitulé « Prévenir pour aider à grandir » auprès des associations qui agissent pour l'acquisition des savoirs élémentaires chez les jeunes les plus fragiles. En effet, la maîtrise des savoirs de base (lire, écrire, compter) est essentiel pour les aider à se construire et réussir dans leur vie d'adulte. Cet appel à projets est centré sur la prévention de l'illettrisme à deux étapes déterminantes : la petite enfance et les années de collège. Il s'agira de développer des modes pédagogiques « qui ne relèvent pas du champ de l'enseignement classique mais qui travaillent sur le plaisir des mots, l'imaginaire et le goût d'apprendre ».

Date limite : 27 mars 2009. En savoir plus > www.fondation-solidaritesnscf.org

> Petite enfance (Appel à projets)

Les secrétariats d'Etat à la Politique de la Ville et à la Famille annoncent, pour le Comité interministériel des Villes du 20 janvier, un appel à projet sur :

- l'accessibilité des lieux d'accueil aux familles des quartiers en Politique de la Ville (lien avec des assistantes maternelles, modification du fonctionnement...)

- l'accessibilité aux métiers de la petite enfance pour les mères de ces quartiers (projets de qualification, notamment en valorisant la participation des parents dans le cadre de la validation des acquis de l'expérience, projets de formation et d'accompagnement).

Date limite : avril 2009. En savoir plus > 01 44 73 85 29 (E. Murcier)

> Guide des fondations

Ce premier guide des fondations réalisé par des étudiants de l'IRTS, élaboré en partenariat avec *La Gazette Santé sociale*, s'adresse aux acteurs de l'intervention sociale des Pyrénées Orientales. Il recense une cinquantaine de fondations participant au financement de projets dans le domaine sanitaire et social.

Téléchargeable sur www.prd66.com (et disponible au centre de ressources IRTS Perpignan)

Dans la lettre précédente, nous vous présentions les actions menées par les étudiants de l'IRTS - site de Perpignan - dans le cadre du module Méthodologie de projet. Nous vous proposons ici de revenir sur l'un des six projets : le diagnostic social mené sur la commune de Millas du 6 octobre au 15 décembre 2008, par six étudiants de deuxième année éducateurs spécialisés et assistants de service social, suite à une demande de la Maison Sociale de Proximité d'Aspres Ribéral, souhaitant qualifier la « précarité » sur le territoire de Millas. Celle-ci ne s'exprime en effet pas seulement en termes économiques. A travers ce diagnostic, il s'agissait de **faciliter l'appropriation par différents acteurs, d'une vision partagée du territoire** pour la mise en œuvre d'une réflexion sur les pratiques professionnelles et d'initiatives communes à mener.

L'intérêt du diagnostic réside dans la mise en présence de différents acteurs, la création d'espaces d'échanges et de rencontres, afin que chacun puisse faire valoir ses représentations. Créer les conditions et les relations de confiance pour qu'une parole libérée puisse s'exprimer, sont centraux du point de vue des résultats. Ainsi, le diagnostic doit en lui-même être porteur d'une dynamique de changement.

Au cours des huit semaines, le groupe d'étudiants s'est attaché à amorcer cette dynamique à travers une approche participative, impliquant travailleurs sociaux, représentants institutionnels et associatifs, habitants de la commune. Ils ont travaillé à partir des représentations de ces différents acteurs (tout en essayant de mettre à distance leurs propres perceptions) et les ont impliqués dans la réflexion et l'analyse des résultats. Ils ont tenté de développer des relations réciproques, selon une logique de travail en réseau. Un comité de pilotage, formé de professionnels et de représentants des institutions s'est rencontré à trois reprises afin d'accompagner le travail des étudiants.

Leurs objectifs de travail étaient les suivants : (1) identifier et impliquer les acteurs de la commune ; (2) développer une approche compréhensive de la précarité ; (3) mener une analyse de besoins (pas simplement en termes de manques, mais aussi de potentialités) ; (4) analyser les services existants (mesurer leur adaptabilité aux besoins, accompagner les professionnels dans une réflexion sur leurs pratiques) ; (5) proposer des pistes de travail.

Après une phase de préparation de la méthodologie, d'exploration du territoire, d'identification des acteurs locaux, les étudiants ont mené 72 entretiens individuels avec des habitants, des représentants d'associations et d'institutions, des personnes ressources. Ces entretiens étaient organisés selon la logique suivante : représentation de la situation existante, des potentialités locales, des besoins, des pistes et solutions pouvant être envisagées, connaissance, utilisation et appropriation des dispositifs d'aide sociale. Cette logique a été reprise pour les thèmes du logement, de l'insertion sociale, de l'insertion professionnelle, des personnes âgées, de l'enfance - jeunesse et éducation. Comme l'un des enjeux résidait dans la création de relations de confiance, les interlocuteurs ont été rencontrés selon une logique de cooptation : une personne rencontrée en introduisant une autre. De ces entretiens sont ressortis trois questionnements majeurs : l'enfance - jeunesse, l'accès aux droits, et le vivre ensemble. Ils ont alors organisé trois tables rondes autour de ces thèmes, regroupant les différents acteurs de la commune. Les participants aux tables rondes ont contribué à l'analyse des données. Enfin, deux restitutions (l'une auprès de la population, l'autre auprès du comité de pilotage qui suivait le travail) ont donné lieu à de nouveaux échanges. Cette méthodologie visait une implication des habitants comme acteurs du diagnostic.

Cet exercice a permis aux étudiants de s'engager dans une démarche de Développement Social Local et de faire l'expérience des enjeux et difficultés liés à l'implication des habitants dans l'analyse et l'élaboration d'actions communes. Ils ont pu identifier un groupe d'acteurs motivés pour poursuivre cette démarche. Ils ont accompagné plusieurs habitants qui ont évolué de la posture d'utilisateurs des services sociaux, à celle de partenaires.

Sur le site du PRDS retrouvez un outil innovant développé par le groupe d'étudiants : un « petit guide d'informations sociales » à destination de la population millassoise, construit à partir des questionnements qui ont émergé au cours du diagnostic. Le rapport des étudiants, présentant la méthodologie et les résultats, est disponible au centre de ressources de l'IRTS

En savoir plus > www.prd6.com

> **Travail social, le défi du plaisir (Paroles d'assistantes sociales)**

(P. Figadere Thomasse, L'Harmattan, 2008)



A l'heure de la précarité de l'emploi, de l'exclusion, des concepts de harcèlement, de souffrance et de stress au travail, trouver du plaisir dans son travail peut passer pour un luxe, voire une provocation.

Que les assistantes sociales osent parler du plaisir qu'elles éprouvent au travail, sous-entend déjà qu'il y en a à trouver et à prendre dans ce métier. mais peut paraître choquant. Pourtant, certaines professionnelles l'exposent aux yeux de tous. Elles offrent d'elles-mêmes une image positive qui va favoriser leur relation à l'autre et le traitement de problématiques parfois complexes. Dans le contexte actuel de l'exercice de leur métier, qu'est-ce qui permet aux assistantes sociales de trouver du plaisir dans leur travail ? Telle est la question posée dans cet ouvrage.

> **Le développement social local (Significations, complexité et exigences)**

(G. Besson, L'Harmattan, 2008)

Le développement social local est un terme qui rencontre un succès croissant dans le champ social depuis une dizaine d'années. Pourquoi un tel engouement pour cette pratique revendiquée et proposée comme renouvelant les modèles traditionnels d'intervention ? Les volontés et les stratégies des acteurs concernés sont-elles vraiment si consensuelles ? Le propos a pour objet de dégager les multiples sens et les contradictions potentielles d'une démarche présentée comme nouvelle et encore assez incantatoire, voire de pratiques par trop silencieuses au regard des vérités qu'elles recèlent. Le DSL pourrait constituer tout simplement l'art de savoir combiner avec opportunité les différentes logiques d'action présentes au sein des territoires, dans le respect constant et exigeant des personnes qu'elles sont censées servir...

> **Lutter contre les inégalités sociales de santé**

(C. Niewiadomski, P. Aïach, Edition EHESP, 2008)



Comment comprendre la complexité des facteurs qui déterminent les inégalités sociales de santé ? Si celles-ci peuvent être envisagées comme le produit ultime de l'incorporation des inégalités sociales, qu'elles soient matérielles ou culturelles, mieux les comprendre peut-il contribuer à les réduire ? Seize chercheurs français et européens proposent un panorama des principaux problèmes politiques, théoriques et pratiques posés par la notion d'inégalités sociales de santé.

> **Les travailleurs handicapés vieillissants**

(A. Blanc, PUG, 2008)

Avec Alain Blanc, professeur de sociologie et directeur du Centre pluridisciplinaire de gérontologie, huit auteurs – universitaires, médecins, psychologue clinicien... - présentent chacun une contribution informative, analytique et non jargonneuse sur une thématique encore peu explorée bien qu'émergente et cruciale.



> **Oser de nouveaux réflexes professionnels**

(C. Bousquet et A. Marxer, Chronique sociale, 2009)

Ce livre propose de concilier capital individuel et démarches collectives pour oser de nouvelles pratiques professionnelles. À ce titre, il concerne autant les postures managériales que les praticien-nes de l'action sociale ou médico-sociale comme toute personne qui souhaite trouver un possible plaisir au travail. Il offre une compréhension des conditions et modalités de passage d'une situation à une autre et propose d'approviser ou de conduire les situations de changements.

